Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Christian-BATAILLE

23 mai 2017

Christian BATAILLE

Sans étiquette

Candidat sans étiquette dans la 12ème circonscription du Nord

SIGNE DISTINCTIF

homme à tout faire de l'ANDRA

Jusqu'alors affilié au Parti Socialiste dans la 12ème circonscription (Nord), le député sortant Christian Bataille est candidat à sa propre succession, cette fois-ci sans étiquette. Membre actif de l'Office Parlementaire pour l'Évaluation des Choix Scientifiques et Techniques (OPECST), Christian Bataille est, depuis des décennies, l'auteur de nombreux rapports qui promeuvent l'industrie nucléaire. Par ailleurs, il organise des colloques souvent sponsorisés par EDF et Areva [1]. Christian Bataille est notamment le co-auteur du rapport de l'OPECST qui préconise l'extension de la durée de fonctionnement des réacteurs jusqu'à 50 ans [2], alors même que les risques de rupture de cuves après une trentaine d'années sont connus...

On lui doit également un rapport parlementaire sur les "incidences" environnementales et sanitaires des essais nucléaires français [3], dans lequel il qualifie d'"hypothétiques" leurs effets sur la santé des personnels civils et militaires qui y ont participé.

Par ailleurs, Christian Bataille s'est particulièrement investi en faveur de l'enfouissement des déchets nucléaires. Au tout début des années 1990, l'Agence Nationale pour la Gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA), à la recherche d'un site de stockage de déchets radioactifs, se heurte à de fortes résistances locales. Il vole à son secours et commence à prospecter à la recherche d'une collectivité volontaire pour accueillir les déchets, puis publie un rapport. Il en découle une loi portant son nom, votée le 30 décembre 1991. [4] Celle-ci a pour vocation d'organiser les recherches sur la gestion des déchets radioactifs, et notamment la réalisation de laboratoires souterrains en vue d'étudier le stockage en profondeur. Christian Bataille y introduit notamment le concept trompeur de "stockage réversible", laissant croire qu'il sera possible à tout moment de revenir en arrière dans le processus et de récupérer les déchets.

En vertu de cette loi, Christian Bataille est nommé "médiateur", avec pour mission de faire le tour des sites pressentis pour vendre le projet de laboratoire souterrain. La loi prévoit aussi la constitution d'un Groupement d'Intérêt Public destiné à "accompagner financièrement" les territoires accueillant un site de déchets. En 1998, la commune de Bure est choisie pour accueillir le "laboratoire de recherche sur l'enfouissement". Par la suite, en dépit de l'opposition de plus de 45 000 Meusiens et Haut-Marnais, Bure se transformera en véritable projet de site d'enfouissement de déchets radioactifs. Un débat sera finalement organisé en 2005 mais n'aura pas permis de remettre en question le projet. En 2008, Christian Bataille devient président du Comité Local d'Information et de Suivi de Bure. Pourtant, il n'est pas élu local et sa partialité est connue de tous.

Christian Bataille a voté contre la loi de transition énergétique, qui prévoit notamment d'abaisser la part du nucléaire dans le mix énergétique de 75% à 50% à l'horizon 2025 [5]. Il a également voté pour l'ensemble du projet de loi de finances pour 2017 et pour la programmation militaire pour les années 2015 à 2019, deux textes qui entérinent la modernisation des deux composantes de la dissuasion nucléaire pour des sommes astronomiques.

J'interpelle CHRISTIAN BATAILLE par message électronique

J'interpelle CHRISTIAN BATAILLE sur Twitter

Notes

[1] Cf l'ouvrage d'Hélène Constanty, *Députés sous influence*, paru en 2006 chez Fayard

[2] https://www.assemblee-nationale.fr/13/rap-off/i4097-tI.asp

[3] https://www.assemblee-nationale.fr/rap-oecst/essais_nucleaires/i3571.asp

[4] https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000356548&dateTexte=&categorieLien=id

[5] https://www2.assemblee-nationale.fr/deputes/fiche/OMC_PA394